

La violence, et la peur qu'elle engendre, ont des répercussions immédiates sur l'utilisation que les gens font de la terre et entraîne une insécurité alimentaire qui, à son tour, déclenche des mouvements ou déplacements de population.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) est convaincu que l'insécurité qui sévit dans la partie occidentale du Haut-Nil (l'État d'Unity) est entièrement attribuable aux premiers affrontements qui ont eu lieu entre des factions de milice pour prendre le contrôle des champs pétrolifères et aux combats qui se déroulent autour des villes de garnison du gouvernement, maintenant que les factions se sont unies « pour déclencher une guerre totale contre l'exportation du pétrole à l'extérieur du Sud. »

Dans la déclaration de politique du 26 octobre, il est dit que s'il devient évident que les activités d'extraction du pétrole exacerbent le conflit soudanais ou qu'elles entraînent des violations des droits de la personne ou du droit humanitaire, le gouvernement du Canada pourrait envisager d'imposer des restrictions économiques et commerciales. La mission d'évaluation au Soudan « apportera de l'information au gouvernement canadien pour son examen de ces options. »

Mission

À Khartoum, la mission a rencontré des représentants du gouvernement, de l'opposition, des droits de la personne, de la société civile et de la diplomatie, de même que des Soudanais du Sud déplacés ainsi que les représentants des Nations Unies qui cherchent à les aider. En outre, on s'est rendu sur des sites de l'oléoduc au nord et au sud de Khartoum ainsi qu'à Dilling, dans les parties basses des monts Nuba. La mission a passé trois jours à la base d'exploitation d'Heglig de la Greater Nile Petroleum Operating Company, la GNPOC, et partant de là, s'est rendue dans un certain nombre de collectivités des alentours.

On a également visité des endroits au sud à partir de Lokichokio, dans le nord du Kenya, où se trouve basée Survie du Soudan, une opération humanitaire réunissant les Nations Unies et des ONG importantes, qui organise des envois de secours et d'autres formes d'aide pour des collectivités du Soudan souvent en proie au désespoir.

Une question urgente

En 1988, une grande famine a sévi dans la région de Bahr el-Ghazal du Sud du Soudan qui a entraîné la mort de milliers de personnes. Le coordonnateur-résident des Nations Unies pour le Soudan, Philippe Borel, a émis en octobre 1999 une note d'information intitulée *Averting Another Potential Humanitarian Crisis : Western Upper Nile : Another Bahr Al Ghazal?* (Pour prévenir une autre crise humanitaire potentielle : le Haut-Nil occidental : un autre Bahr el-Ghazal?)